



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien aux agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2742

Texte de la question

SOUTIEN AUX AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Maxime Minot.

M. Maxime Minot. « Si ça continue, il va y avoir un drame ! Maxime, j'ai la boule au ventre chaque fois que je monte sur mon tracteur. » Que répondre à Christophe, cet agriculteur de ma circonscription, victime une nouvelle fois de menaces alors qu'il travaillait dans son champ ? Lui répondre que je le soutiens, bien sûr, et qu'il ne doit pas céder au désespoir. Pourtant, comment l'en convaincre alors que ce gouvernement et cette majorité le méprisent ? (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Oui, vous le méprisez quand vous ne faites pas le nécessaire pour consolider la PAC – politique agricole commune ! Oui, vous le méprisez quand vous faites voter des lois nourrissant des espoirs déçus, qui n'améliorent rien sauf votre conscience, et qui plombent la production ! Oui, vous le méprisez quand Jupiter, descendant au Salon de l'agriculture, lui dit droit dans les yeux que rien n'est possible pour sa retraite !

Et pourtant, qui est-il, lui parmi tant d'autres ? Un agriculteur qui, du lever au coucher du soleil, travaille une terre qu'il a su respecter et apprivoiser avec un niveau d'exigence inégalé, bien loin des sachants « boboisés ». Un agriculteur qui ne demande rien d'autre que vivre décemment de son travail et transmettre sa passion à la génération suivante. Un agriculteur respectueux de la loi et de toutes les contraintes administratives, là où tant d'autres – y compris ceux qui l'accusent – les bafouent trop souvent. Il est le passé, l'héritier d'un savoir-faire mondialement reconnu et le gardien de notre identité rurale. Il est le présent, capable d'évoluer pour se confronter aux défis de demain, à condition qu'on n'exige pas plus de lui qu'on exige de soi-même. Il est le futur, car sans lui, qui nous nourrira demain en nous évitant le tout-OGM et les produits d'une qualité médiocre dont personne ne veut ?

M. Pierre Henriët. Arrêtez d'être démagogique !

M. Maxime Minot. La France restera-t-elle la France sans ses agriculteurs ? Monsieur le Premier ministre, nous connaissons tous la réponse à cette question. Alors, battez-vous pour eux, pour nous ! Quand entendrez-vous enfin nos propositions en faveur du monde agricole ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Pierre Cordier. Le futur ministre répond !

M. Marc Fesneau, *ministre chargé des relations avec le Parlement.* Votre propos n'échappe pas toujours à la caricature, monsieur Minot, reconnaissez-le. Quoi qu'il en soit, nous partageons tous la volonté de défendre

l'agriculture et les agriculteurs dans l'ensemble du territoire. Au-delà des mots, il y a des actes. La loi EGALIM...

M. Maxime Minot. C'est un échec !

M. Maxime Minot. Laissez-moi répondre, s'il vous plaît ! Ne faites pas de l'obstruction aux questions au Gouvernement ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Marc Fesneau, ministre. Vous avez raison de soulever la question du revenu des agriculteurs : la loi EGALIM vise précisément à le défendre, en particulier dans son titre I er.

M. Thierry Benoit. Quel échec !

M. Marc Fesneau, ministre. Non, monsieur Benoit. Comme l'a rappelé à l'instant Mme Agnès Pannier-Runacher, cette loi a permis des avancées positives ; la profession agricole le reconnaît d'ailleurs. Nous devons aussi évoluer dans d'autres domaines. Le Président de la République, le Gouvernement et le ministre de l'agriculture ont ainsi annoncé que si la loi ne produisait pas les résultats attendus, il faudrait la faire évoluer.

M. Thibault Bazin. C'est le cas !

M. Marc Fesneau, ministre. Il n'y aura pas d'agriculture et d'agriculteurs sans revenus !

Peut-être avez-vous mal suivi l'actualité de l'Union européenne ce week-end, monsieur Minot.

M. Thibault Bazin. Non !

M. Marc Fesneau, ministre. Si la tentative d'accord sur un budget européen a échoué, c'est parce que le Président de la République s'est opposé à une proposition qui sacrifiait l'agriculture sur l'autel du budget européen. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

M. Thibault Bazin. Merci Manu !

M. Marc Fesneau, ministre. Le vote du budget européen nécessite l'unanimité. Or le Président de la République a affirmé que nous n'accepterions pas le budget tel qu'il était présenté, car il sacrifiait l'agriculture.

Enfin, nous avons besoin de redonner confiance aux agriculteurs, et c'est collectivement – Gouvernement, majorité et opposition – que nous pourrons le faire. En matière de revenus, c'est grâce à la politique agricole que nous mènerons ces prochaines années que nous pourrons redonner confiance aux agriculteurs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Mme Émilie Bonnivard. Quelle langue de bois !

M. Thibault Bazin. Stéphane Travert, reviens !

M. Pierre Cordier. Pour un futur ministre, ce n'est pas terrible !

Données clés

Auteur : [M. Maxime Minot](#)

Circonscription : Oise (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2742

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [26 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 février 2020](#)